

Travaux du Conseil de gouvernement du jeudi 11/10/2012

Le chef du gouvernement annonce la finalisation du plan législatif

Le chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane, a annoncé, jeudi, que l'Exécutif a achevé l'élaboration du plan législatif, saluant les efforts déployés par le secrétariat général du gouvernement dans ce sens.

L'annonce a été faite lors de la réunion hebdomadaire du Conseil de gouvernement, a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, au cours d'un point de presse au terme de cette séance.

Le plan législatif était une demande formulée par plusieurs partenaires, a expliqué M. Khalfi, notant que le gouvernement est tenu constitutionnellement de mettre en œuvre les dispositions de la Loi fondamentale à travers des lois organiques, en plus d'un nombre d'autres textes législatifs.

Le gouvernement a développé sa conception et arrêté l'échéancier du plan législatif, tout en définissant le référentiel de ces projets, a-t-il poursuivi, estimant que ce plan permettra aux parties d'interagir avec les initiatives gouvernementales, sur la base de l'activation de l'approche participative prônée par l'Exécutif.

Le ministre chargé des relations avec le Parlement et la société civile, Habib Choubani, avait affirmé que la prochaine année législative sera marquée par la présentation, pour la première fois, d'un tel plan qu'il a qualifié de "primordial", du fait que cela reflète l'existence d'une "visibilité" chez le gouvernement pour le reste de l'actuel mandat législatif, tout en contribuant à l'accélération de la cadence de la législation et à l'amélioration de sa qualité.

La deuxième année législative de la 9ème législature s'ouvrira ce vendredi par un discours royal devant les membres des deux Chambres du Parlement.

Adoption d'un projet de décret relatif à l'Agence nationale pour le développement de l'aquaculture

Le Conseil de gouvernement a adopté, jeudi, un projet de décret complétant le décret d'application de la loi portant création de l'Agence nationale pour le développement de l'aquaculture (ANDA).

Le projet complète la liste des membres du conseil d'administration de l'Agence en y intégrant un représentant du département de l'Équipement et des cadres techniques de l'administration chargée de la pêche maritime, a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, dans un communiqué lu lors d'un point de presse au terme de la réunion du Conseil.

Présentant ce texte, le ministre de l'Agriculture et de la pêche maritime, Aziz Akhannouch, a expliqué que cette mesure s'inscrit en droite ligne des efforts de valorisation des ressources halieutiques nationales, du fait que la mission première de l'ANDA consiste à promouvoir l'aquaculture à travers l'exécution de la stratégie nationale en la matière et l'évaluation de son efficience.

L'Agence a aussi pour mission de participer à la mise en œuvre de la politique gouvernementale dans ce domaine et de proposer des programmes d'action spécifiques.

Adoption en Conseil de gouvernement d'un projet de décret relatif à l'enseignement supérieur

Le Conseil de gouvernement a adopté, jeudi, un projet de décret 2-12-482 modifiant le décret 2-04-89 du 07 juin 2004, fixant la vocation des établissements universitaires et des cycles des études supérieures ainsi que les diplômes nationaux correspondants.

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, a indiqué, dans un communiqué lu lors d'un point de presse au terme de la réunion du Conseil, que ce projet vise à encourager la recherche scientifique, à ouvrir la voie de l'encadrement et de la recherche aux enseignants-chercheurs dans les facultés polydisciplinaires aux niveaux du master et du doctorat et à donner des perspectives aux étudiants lauréats de ces établissements et à leurs homologues.

Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique, Lahcen Daoudi, qui a présenté ce projet de décret, a précisé que le texte tend à permettre aux facultés polydisciplinaires de préparer, outre les diplômes délivrés dans le cadre du cycle de la licence, les diplômes délivrés dans le cadre des cycles du master et du doctorat, à savoir le master, le master spécialisé et le doctorat.

M. Daoudi a expliqué qu'en vertu de l'article 03 du décret no 2-04-89, ces facultés s'étaient vues confier la mission de préparation seulement des diplômes délivrés dans le cadre du cycle de la licence.

M. Daoudi : la rentrée universitaire 2013-2014 ne connaîtra pas de pression aux niveaux de l'encadrement et des places

Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la formation des cadres et de la recherche scientifique, Lahcen Daoudi, a souligné jeudi à Rabat que son département a mis en place un programme spécial afin de parer au problème de la pression aux niveaux de l'encadrement et des places au cours de la rentrée universitaire 2013-2014.

Dans une déclaration à la presse en marge du Conseil de gouvernement, le ministre a indiqué que le projet de décret relatif à la vocation des établissements universitaires, les cycles des études supérieures et les diplômes nationaux correspondants apporte des nouveautés ayant trait aux critères de promotion des professeurs, notant que ces critères reposent désormais sur la recherche scientifique et l'enseignement afin d'encourager la compétitivité dans ces domaines.

M. Daoudi a ajouté que les réalisations se poursuivent dans le secteur de l'enseignement supérieur, annonçant que de nouveaux établissements seront créés, à savoir des facultés de médecine à Tanger et à Agadir, une école de Charia à Smara et deux écoles de technologies à Béni Mellal et à Kelâat Sraghna.

Au sujet des diplômes nationaux correspondants, il a expliqué que le problème réside dans l'appellation de certains diplômes universitaires comme étant des masters, faisant observer que le master est gratuit tandis que le diplôme universitaire est payant.

Concernant l'équivalence des diplômes étrangers, le ministre a fait savoir que des critères bien déterminés ont été adoptés à cet égard, ajoutant que les étudiants souhaitant s'inscrire dans des établissements étrangers devront passer par les services consulaires.

Dans ce contexte, il a noté que certains étudiants décrochent des diplômes en médecine avec un baccalauréat littéraire délivré par des établissements universitaires étrangers ce qui est, selon le ministre, inacceptable, sachant que des étudiants ayant eu des notes très supérieures dans des spécialités scientifiques n'arrivent pas à accéder aux facultés de médecine.